

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 39

24^e année · mercredi 29 septembre 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

La réforme de l'AVS, comme la baisse des rentes qui se profile, ont mobilisé près de 15 000 personnes à Berne à l'appel des syndicats, des collectifs féministes et des partis de gauche le 18 septembre. Les manifestants ont exigé des parlementaires qu'ils reviennent en arrière sur la hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Cesser la guerre contre les capitalistes?

Sylviane Herranz

«Cessons cette guerre des classes, elle date d'un siècle précédent.» Cette injonction est celle du conseiller national Benjamin Roduit du Centre (ex-PDC). Commentant dimanche les résultats des votations, l'élu valaisan s'exprimait sur les ondes de la RTS au sujet de la répartition des richesses et sur «cette grande injustice sociale qui consiste à dire qu'il y a des riches qui exploitent les pauvres». Une affirmation déjà faite par Marx en 1848, signalé-t-il, ajoutant qu'elle est bien dépassée puisque notre système économique actuel cherche à «atténuer les différences sociales». Et l'élu démocrate-chrétien d'exiger également de cesser «une fois pour toutes de stigmatiser les personnes qui, dans leur parcours de vie, ont eu l'opportunité mais aussi le courage d'avoir une fortune peut-être plus importante». En d'autres termes, si les riches sont riches, c'est un coup du sort et ils sont bien courageux de s'occuper de leur fortune... Ah, la belle compassion chrétienne. Laissons-les donc s'enrichir et continuer d'exploiter la force de travail de toutes celles et de tous ceux qui génèrent cette richesse à la sueur de leur front. Les travailleuses et les travailleurs apprécieront. Est-on dans un autre

temps? Bien sûr beaucoup de choses ont changé. Mais jusqu'à preuve du contraire, l'immense majorité de la population n'a pas d'autre choix que de trimer tous les jours pour se nourrir, se loger, payer les primes de l'assurance maladie et tenter de profiter un peu de la vie quand le travail ne les accable pas et ne les détruit pas. Quelques heures après l'élu du Centre, c'est Marco Chiesa, président de l'UDC, qui entamait la même rengaine dans l'émission *Forum*, passant à l'attaque après la cuisante défaite de l'initiative 99% de la Jeunesse socialiste: «C'est une guerre de la gauche contre les capitalistes, mais la gauche ne comprend pas que les capitalistes, ce sont les personnes qui paient les impôts.» Encore heureux dirons-nous, que certains d'entre eux paient des impôts. Or leur appétit les pousse à en payer le moins possible. En attestent les récentes réformes fiscales allégeant l'impôt sur le bénéfice des entreprises ou le vote du Parlement sur la suppression du droit de timbre, qu'il faudra bientôt combattre dans les urnes. Ou encore une certaine entreprise pharmaceutique, venue s'établir à Bâle-Ville au début du Covid-19 pour bénéficier des avantages fiscaux helvétiques alors qu'elle aurait touché des milliards de subventions dans son pays.

Revenons à nos riches, ces 1% qui détiennent le 47% de la fortune du pays. Ils peuvent se réjouir des soutiens de tous bords et de la peur orchestrée durant la campagne de votations. 64,9% de la population a rejeté le texte de la Jeunesse socialiste visant à imposer davantage les revenus du capital au profit des contribuables les plus modestes ou des services publics. Une miette pour le monde de la finance. Et un peu plus de justice fiscale pour les autres. Le mérite de l'initiative a bien sûr été d'ouvrir le débat sur la question. Cependant, à l'heure où la crise du coronavirus accroît de manière violente les inégalités sociales, il est légitime de se questionner sur le moyen utilisé. Les initiatives de la gauche ne franchissent pratiquement jamais la barre d'une votation. Et lorsque l'une d'elles parvient à remporter une majorité populaire, comme celle sur les multinationales responsables, elle s'effondre sur le conservatisme des cantons. Faut-il dès lors cesser cette «guerre des classes» comme nous y enjoignent les élus de droite? Ou faut-il réfléchir à d'autres moyens qui permettraient d'obtenir de véritables avancées sociales? Face aux intentions des chefs de l'économie et de leurs élus, la question doit être posée. ■

PROFIL



Mirweis Nikpour: «Notre pays, c'est notre mère».

PAGE 2

PASS SANITAIRE

Quels droits pour les salariés?

PAGE 3

INDUSTRIE

Les employés de Lamina sans salaires.

PAGE 5

GENÈVE

7000 signatures pour «1000 emplois».

PAGE 9

Aline Andrey

«Personne ne veut quitter sa terre. Notre pays, c'est notre mère.» Mirweis Nikpour ne cache pas sa tristesse, profonde. Il dévoile son parcours migratoire dans un ordre aléatoire, tant la dureté de ce qu'il a vécu ne semble pouvoir entrer dans un espace-temps linéaire. Alors il parle d'abord de son arrivée en Suisse, comme un hasard ou une destinée qui lui échappe. «Je ne savais rien de la Suisse, sauf que c'était un pays qui n'avait jamais connu la guerre.» Et pourtant, c'est dans un bunker qu'il est logé; puis, une petite chambre délabrée; jusqu'à cette villa coquette dans les hauteurs de Lausanne. «Il fait partie de la famille», souligne Marie-Claude, enseignante à la retraite, en train de cuisiner le repas de midi pour son jeune locataire et pour son époux. «Une amie nous a parlé de Mirweis. On avait de la place, puisque nos trois enfants sont partis. Et on s'est dit: pourquoi pas? Si ça peut rendre service.»

ENFANCE HEUREUSE

Dans la chambre du jeune réfugié, sous les toits, une photo de Schwarzenegger au mur et des haltères au sol tranchent avec l'image aux couleurs pastel d'un chien assis sur le dos d'un cheval. «Mon père avait deux chevaux et un chien blanc qui ressemble beaucoup à celui-là.» Mirweis Nikpour relate son enfance, entre sourire aux lèvres et larmes aux yeux, son père aimé et aimant, populaire dans son village du nord de l'Afghanistan, et marchand de tapis honnête et généreux. «Quand quelqu'un lui vendait un tapis ancien sans savoir son prix, il lui proposait souvent un montant plus haut», se souvient en riant Mirweis Nikpour. Son enfance est heureuse entourée de ses frères et de ses sœurs et d'une mère attentionnée. Puis, le tableau se gâte. Une guerre larvée règne. Les talibans sont là. La famille Nikpour appartient à l'éthnie hazara, chiite, au point que son père perdra tout. «Un jour, les talibans l'ont lapidé avec une quinzaine d'autres personnes. Mon papa voulait nous offrir un bon avenir. Il avait peur que ses problèmes retombent sur nous. Il a d'abord organisé mon voyage. Il m'a dit qu'il me rejoindrait avec le reste de la famille.»

PARCOURS DU COMBATTANT

En 2015, Mirweis a 19 ans. Il traverse la frontière du Pakistan avec, pour seul bagage, un vêtement de rechange et son journal intime qu'il enterrera sur le chemin, avec le secret espoir de le retrouver un jour. Arrivé en Iran, il est séquestré avec d'autres migrants pendant deux semaines. «Je ne sais pas qui nous a enfermés. Si cela avait été la police, elle nous aurait renvoyés en Afghanistan. Mon père a-t-il dû payer une rançon? Je ne sais pas...» Libéré, son périple le conduit à travers des montagnes, des déserts, entre 4x4 bondés et marches forcées. «Je me souviens qu'il fallait se battre pour

avoir de quoi manger et boire. C'était dur.» Il raconte aussi la fois où il a couru vers le point d'eau promis par le passeur. «J'imaginais une cascade où je pourrais me laver, raconte Mirweis Nikpour. Et en arrivant, c'était une minuscule mare. L'eau était verte et remplit de vers. On a rempli notre bouteille et bu en utilisant notre foulard comme filtre.» Le jeune migrant voit des hommes mourir tout au long du chemin. Son récit le replonge, malgré lui, dans l'histoire de celui qu'il n'a pas pu sauver. Silence. Que d'heures noires avec ses compagnons d'infortune enfermés dans des salles minuscules ou dans des

coffres de voiture. Tant d'humains traités plus férolement que du bétail. «Les passeurs nous tapaient, nous insultaient, nous menaçaient de leurs armes, nous volaient...» se souvient celui qui arrivera finalement jusqu'à la côte turque. Là, il voit la mer pour la première fois. «Son goût salé m'a surpris. Il pleuvait. Et puis, on a eu tellement peur. Des bateaux coulaient autour de nous. Entre les vagues, tous entassés, hommes, femmes et enfants, j'ai vu ma mort. Tous mes souvenirs, les bons comme les mauvais, sont remontés en moi. Tout le monde priait, des gens pleuraient.» Son embarcation sera sauvée. Sur une

île grecque, il attend trois jours sous la pluie sans quitter la file d'attente pour obtenir une permission de rejoindre le continent, avant de continuer son périple, à l'aveugle, jusqu'en Suisse.

ANGOISSES

«Lors de l'audition à Berne, je n'arrivais pas à raconter mes souvenirs que je voulais oublier. Et je n'ai jamais parlé de mes problèmes à ma mère restée au pays. Je ne veux pas qu'elle s'inquiète.» Il ne lui confie ni son sentiment de solitude, ni sa tristesse, ni ses recherches d'emploi, si difficiles avec une admission provisoire (le permis F), encore moins son échec lors de sa première

année d'apprentissage d'électricien de montage. «Mes patrons m'ont dit que ce n'était pas un métier pour moi. Ils ont raison», estime Mirweis Nikpour qui aimeraient plutôt travailler dans le commercial ou l'informatique, ou mieux encore étudier. Il adore l'odeur des bibliothèques, la même ici que là-bas. Il rêve d'un permis B qui lui ouvrirait des portes comme celle de voir ses trois sœurs et son frère réfugiés en Iran. Alors qu'il n'a pas encore fait le deuil de son père mort en 2016, il craint pour sa mère et son frère en Afghanistan. «Mon frère a travaillé pour des Français et des Américains. Il a brûlé tous ses certificats de travail et s'est caché. Mais son ordinateur a été volé. Ils ont toutes les preuves qu'il a collaboré. Les frontières sont fermées. Il est bloqué.» Mirweis Nikpour aussi est en cage. «Je ne peux rien faire. Je connais tant de gens qui ont été kidnappés, tués... Les femmes n'ont plus de liberté.» La panique affleure et les questions aussi: «Comment une armée de 350 000 soldats ont-ils baissé les armes face à 70 000 talibans qui ne savent ni lire ni écrire, seulement tuer, et encore avec des armes faciles? Notre président a vendu notre pays, les Américains n'ont rien changé... Il n'y a plus de travail, plus d'argent, plus de nourriture. En quelques mois, on a reculé de vingt ans. Le film vient de commencer, et personne ne connaît la fin.» ■



Mirweis Nikpour, le parcours du combattant.

«NOTRE PAYS, C'EST NOTRE MÈRE»

**Mirweis Nikpour a fui l'Afghanistan en 2015.
Il craint aujourd'hui pour la vie de ses proches**

1 + 1 = 11

David Prêtre/Albedo



Le test d'imaginaire
invitait
à visualiser une couleur
qui n'existe pas.

Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec nos 180 000 membres et 1200 employé-e-s, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe ECM (Encadrement collectif des membres) à Genève de suite ou pour une date à convenir

Un-e secrétaire syndical-e

Ce que vous faites bouger

Vous mettez des salarié-e-s en capacité de s'engager pour leurs intérêts. Pour ce faire, vous collaborez étroitement avec différentes personnes, vous développez avec elles des stratégies et vous les aidez à déployer leur pouvoir d'action. Ensemble, vous obtenez de meilleures conditions de travail dans l'entreprise ou dans toute la branche.

Ce que vous apportez

- Expériences professionnelles de préférence dans une branche de l'Artisanat ou de la Construction
- Expériences dans le domaine syndical
- Faculté de négociation
- Capacité d'animer un comité de branche
- Capacité à s'entretenir avec des personnes de milieux très différents
- Personnalité investie, imaginative et responsable avec de la force de persuasion
- Maîtrise d'une langue étrangère de l'immigration, un atout

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera dûment encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

Êtes-vous intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet jusqu'au **10 octobre** par courriel à: anne.quaegebeur@unia.ch

Pour tout complément d'information sur le poste, la responsable ECM Anna Gabriel Sabate se tient à votre disposition par courriel à: anna.gabrielsabate@unia.ch

Ensemble pour de bonnes conditions de travail

UNIA

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 64
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet, Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-

Abonnement de soutien Fr. 100.-

forum@evenement.ch

Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "lots graphiques"

Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont

Tirage contrôlé 55 111 exemplaires



Depuis 60 ans et aujourd'hui plus que jamais:

Agir pour le changement

Amnesty sauvegarde et renforce les droits humains partout dans le monde – avec succès. Aujourd'hui, notre mouvement compte plus de 10 millions de personnes.

Vous aussi, soyez de la partie!

Faites un don avec TWINT



Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec nos 180 000 membres et 1200 employé-e-s, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe de Lausanne ou de la Vallée-de-Joux comme:

Collaborateur-trice-s administratif-ve-s 80-100% Lausanne ou Le Sentier

Ce que vous faites bouger

Vous vous occupez de l'espace accueil de notre secrétariat, vous soutenez des salarié-e-s confronté-e-s à des problèmes sur le marché du travail et les aidez à faire valoir leur droit. Pour ce faire, vous collaborez étroitement avec les collaborateurs de nos différents secteurs et de notre service juridique. Avec votre détermination et votre engagement, vous défendez efficacement nos membres et obtenez de meilleures conditions de travail dans les branches couvertes par notre syndicat.

Vos tâches

- Assurer le guichet lors des ouvertures de notre secrétariat
- Traitement et suivi de dossiers simples
- Donner des réponses adéquates aux questions de base ou orienter la personne vers le service compétent
- Transmission des demandes aux personnes compétentes
- Gestion individuelle des membres et évaluation de leurs besoins
- Gestion des téléphones
- Gestion de boîtes mail
- Soutien administratif dans la gestion des membres
- Participation à l'organisation de divers événements

Ce que vous apportez

- CFC d'employé de commerce ou titre équivalent
- Connaissances en droit du travail et assurances sociales un atout
- Expérience professionnelle idéalement dans un service clients, central téléphonique
- Capacité à s'entretenir avec des personnes de milieux très différents
- Excellente compétence en communication
- Esprit d'initiative, vous êtes une personnalité investie et organisée avec une bonne gestion du stress
- Connaissance des activités politiques ou sociales vaudoises
- Capacité de travailler de manière autonome tout en étant à l'aise dans une équipe
- Excellentes connaissances des outils informatiques tels que: MS Office
- Excellentes connaissances du français (parlé-écrit). Connaissance d'une langue de l'immigration souhaitée (espagnol, portugais, italien)

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes. Avec la semaine de 40 heures, au moins 5 semaines de vacances et un salaire équitable, ainsi que des congés parentaux intéressants. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

Intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet avec la mention **Lausanne ou Le Sentier**

Délai : **25.10.2021**

Dossier à envoyer par email: rh.vd@unia.ch

Syndicat Unia

Département RH

Pl. de la Riponne 4 / cp 7667

1002 Lausanne

Ensemble pour de bonnes conditions de travail

UNIA

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Nouveau programme – Cours 2022

A partir du 12 octobre 2021 nos cours seront en ligne. Découvrez nos nouveaux cours dans les domaines de la politique, de l'économie, du droit du travail, de la sécurité sociale, de la communication et de l'organisation vie et travail. Certains cours seront désormais également dispensés en ligne.

Les inscriptions s'effectuent en ligne sous www.movendo.ch - par courriel info@movendo.ch et également par téléphone au 031 370 00 70.

LE COURRIER

**L'information a un prix,
son indépendance aussi**

Offrez (-vous) un média engagé!

2 mois d'essai dès 19 Frs.

lecourrier.ch | 022 809 55 55

«LES TRAVAILLEURS SE RETROUVENT DANS DES SITUATIONS FINANCIÈRES TRÈS COMPLIQUÉES»

Les quelque 50 employés de Lamina Technologies SA à Yverdon-les-Bains n'ont pas reçu de salaire depuis le mois de juillet

Manon Todesco

Ni les banques, ni les actionnaires n'auront souhaité s'engager pour maintenir les emplois de Lamina Technologies SA. Cette entreprise israélienne qui produit des plaquettes destinées aux outils de fraiseage et de tournage, basée à Yverdon-les-Bains depuis 2002, devrait voir sa mise en faillite prononcée dans les heures ou les jours qui arrivent, selon nos informations. Une audience au tribunal le 23 septembre a laissé entendre que c'était la seule issue possible, les investisseurs refusant de réinjecter des fonds pour la maintenir à flot. La sentence officielle du juge devrait être publiée rapidement.

Comment en est-on arrivé là? La situation de Lamina était déjà fragile en 2019, la faute à un mauvais management d'après les travailleurs. L'entreprise est rachetée par le groupe Triton en 2020, mais ce dernier, en raison de la gestion douteuse antécédente et des procédures pénales en cours, ne parvient pas à relancer la machine. Les paiements commencent à tarder, notamment les factures d'énergie dues à la Ville. En juin dernier, les créanciers,

dont les banques BCV, UBS et Credit Suisse, négocient la poursuite de l'activité avec le groupe Triton. La première, à l'incompréhension générale, se retire des négociations et les fait échouer. Fin juillet, face à cette situation de surendettement, le bilan est déposé. «Avec grande stupéfaction, fin août, un sursis concordataire est demandé par la même banque qui n'a rien entrepris pour laisser une dernière chance à l'entreprise, s'étonne Nicole Vassalli, secrétaire syndicale d'Unia en charge du dossier. Dans ce contexte, la demande faite par la BCV est incompréhensible.»

PAS DE SALAIRE

De leur côté, les employés ont reçu leur dernier salaire le 30 juin. Le syndicat Unia, qui les accompagne sur ce dossier, leur conseille de résilier leur contrat de travail pour conserver leurs droits, notamment l'accès rapide au chômage. «Les employés sont en grande difficulté financière, rapporte la secrétaire syndicale. Ils gagnent souvent moins de 4000 francs net par mois et n'ont pas d'économies dans lesquelles puiser. Ce sursis laissait penser qu'il y avait un intérêt pour sauver l'entreprise. Le comportement des différents acteurs, qui ont



Après un sursis concordataire fantôme l'entreprise, située sur le site technologique d'Y-Parc à Yverdon-les-Bains, devrait être mise en faillite sous peu.

maintenu les travailleurs dans le flou et l'espoir, n'est pas acceptable.»

POINT MORT

En effet, un mois après la demande de sursis concordataire, rien n'a bougé, et

la faillite est sur le point d'être actée. La question qui reste sans véritable réponse est: pourquoi avoir demandé un tel sursis si, depuis le début, personne ne voulait vraiment investir dans Lamina pour la sauver? L'incompréhension

et la déception restent entières pour les employés et leur syndicat. «Nous sommes très en colère, car des travailleurs et leurs familles en paient les pots cassés.» ■

Victoire d'étape pour limiter le travail temporaire sur les chantiers

A Genève, le Conseil d'Etat a soumis un projet de loi au Grand Conseil visant à limiter à 20% les intérimaires sur les chantiers publics du canton

Manon Todesco

Au bout du lac, le recours à la main-d'œuvre temporaire sur les chantiers publics pourrait prochainement être limité. Élaboré avec les partenaires sociaux de la construction, à savoir les associations patronales et syndicales, dont Unia, le projet de loi fixe à 20% le pourcentage maximal d'employés temporaires par rapport aux employés fixes affectés à l'exécution du marché, ainsi que des quotas pour les plus petits chantiers.

DES ANNÉES DE COMBAT

La lutte ne date pas d'hier. Déjà en 2016, Unia Genève dénonçait les abus de certaines entreprises de la construc-

tion qui recouraient massivement aux travailleurs temporaires sur les chantiers du canton, et souvent sur des gros marchés publics. Une précarisation indéniable des maçons pourtant qualifiés, sans aucune garantie d'emploi, qui peuvent perdre leur travail du jour au lendemain, de même que leur droit à une retraite anticipée à 60 ans. *L'Événement syndical* avait publié des témoignages de travailleurs âgés, licenciés puis réembauchés sur les mêmes chantiers en tant que temporaires. C'est ainsi que le syndicat exige, depuis des années, que le travail temporaire soit une exception, et non pas la règle.

En juin 2017, le Canton de Genève revoyait son Règlement sur la passation des marchés publics (RMP) et limi-

tait le taux de travailleurs temporaires sur ses chantiers à 20%. De son côté, Swissstaffing, l'association faîtière des agences d'emploi intérimaire, déposait un recours et le règlement était suspendu en octobre 2017. Un peu plus d'une année après, en décembre 2018, la Chambre constitutionnelle de la Cour de justice du Canton de Genève avait donné raison à Swissstaffing et annulé toutes les dispositions du règlement en question. Le Conseil d'Etat annonçait à l'époque sa volonté de procéder à une révision légale.

UNIA SATISFAIT

Voilà chose faite. Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi l'autorisant à adhérer à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (L-AIMP) afin d'y intégrer des dispositions limitant le recours à la main-d'œuvre temporaire dans le cadre des marchés de construction publics. A l'heure actuelle, nous ne savons pas quand il sera traité par les députés.

«Le Conseil d'Etat se réjouit de la collaboration fructueuse et du travail constructif mené avec l'ensemble des partenaires sociaux dans le cadre de l'élaboration de ce projet de loi», peut-on lire dans son communiqué de presse du 8 septembre dernier. De son côté, Unia Genève se félicite que tous les acteurs aient enfin pu se mettre d'accord pour trouver une solution et salue un premier pas vers une réglementation des marchés publics. Pour le syndicat, la limitation du travail temporaire est un objectif qu'il s'était fixé. Il veillera, sur le terrain, à ce qu'elle soit correctement appliquée une fois la loi adoptée. ■



Unia Genève a mené campagne ces dernières années contre le recours abusif au travail intérimaire dans la construction. Ici, le blocage d'un chantier en janvier 2018.

POING LEVÉ

VACCINER, OUI, MAIS D'ABORD LES RICHES...

Par Manon Todesco

La crise du coronavirus aura été sans précédent pour nos générations. Elle nous aura plongés dans un chaos inédit. Des millions de décès, une économie à l'arrêt, un trafic aérien au point mort et des milliards de personnes confinées chez elles. Du jamais-vu. Et l'envie de ne plus jamais revivre ça. Un an et demi après le début de la pandémie, une sortie de crise semblerait se dessiner, en grande partie grâce aux différents vaccins présents sur le marché. En Suisse, comme chez nos voisins, les campagnes de vaccination insistent sur l'urgence de se vacciner, pour se protéger soi-même et les autres, atteindre l'immunité collective, et enfin en finir avec ce virus. Des campagnes qui ont réussi à convaincre 55% de la population des pays riches. Un vrai succès. Et les autres pays dans tout ça? Eh bien, dans les pays à faibles revenus, seulement 1% de la population est entièrement vaccinée. Pas parce qu'elle ne veut pas se faire vacciner, mais parce qu'elle n'a pas accès au Saint Graal.

D'après un rapport d'Amnesty International, les six laboratoires pharmaceutiques aux manettes du déploiement des vaccins contre le Covid-19, à savoir AstraZeneca, BioNTech, Johnson & Johnson, Moderna, Novavax et Pfizer, ont refusé de participer aux initiatives visant à accélérer l'approvisionnement mondial en vaccins. Autrement dit, ces six labos qui assurent détenir le remède à cette pandémie mondiale refusent de renoncer à leurs droits de propriété intellectuelle et bloquent tout transfert de technologie et de savoir-faire, provoquant des inégalités criantes selon les régions et une vaccination à double vitesse. Ces géants pharmaceutiques, qui devraient empocher 130 milliards de dollars d'ici à fin 2022, manquent ouvertement à leurs responsabilités en matière de respect des droits humains.

Pendant que certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine comptent leurs morts et voient leur système de santé suffoquer, Pfizer et consorts, qui auraient pu être portés en sauveurs dans ces régions, préfèrent compter leurs deniers – provenant de financements publics – et s'adonner à leurs petites manigances commerciales. Le profit avant la vie. Comment nous sortirons-nous de cette crise globale si tout le monde n'a pas accès aux vaccins de manière égale? Amnesty International, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, lance une pétition, «Cent jours pour rattraper le retard», qui exige que soit atteint l'objectif de 40% de la population vaccinée dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur d'ici à la fin de l'année 2021. Pour ce faire, l'organisation demande aux Etats de redistribuer de toute urgence les doses actuellement inutilisées, et aux labos de veiller à ce qu'au moins 50% des doses produites aillent à ces pays afin d'atteindre les deux milliards de doses de vaccin avant la fin de l'année. L'issue de cette crise est entre leurs mains: choisiront-ils la vie ou le profit? ■

Plus d'infos sur: amnesty.ch

VASTE MOBILISATION CONTRE LA HAUSSE DE L'ÂGE DE LA RETRAITE DES FEMMES

Près de 15 000 personnes, femmes et hommes réunis, ont manifesté à Berne le 18 septembre pour crier leur opposition à AVS 21 et à la baisse des rentes qui se profile

Textes Sylviane Herranz
Photos Thierry Porchet

«Pas touche à nos rentes! AVS 21: pas question!» La foule était nombreuse derrière les slogans de la première grande manifestation syndicale nationale organisée depuis le début de la pandémie. Ni le virus, ni le pass sanitaire, non exigé pour ce rassemblement, ni le long week-end du Jeûne fédéral n'ont empêché les manifestantes et les manifestants de faire le déplacement, ce samedi 18 septembre, pour crier leur colère et dire leur opposition aux plans de démantèlement des retraites.

Quelque 15 000 personnes ont défilé dans les rues de Berne jusqu'à la place Fédérale, formant un long cortège revendicatif et bigarré. L'Union syndicale suisse (USS), Travail.Suisse, leurs fédérations, les partis de gauche, les collectifs féministes et d'autres associations avaient appelé à la mobilisation pour contrer la hausse de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans et la baisse des rentes à venir. Des femmes largement discriminées à la retraite, leur rente moyenne, AVS et LPP comprises, étant de 37% inférieure à celle des hommes. Ces derniers étaient nombreux dans la manifestation, en soutien à leurs collègues féminines, mais aussi bien conscients que la hausse de l'âge de la retraite des femmes pré-

figure un relèvement pour tous et que leurs rentes sont également remises en question. Les participants, venus en force de Suisse romande, en train spécial gratuit au départ de Genève, ou en bus affrétés pour l'occasion, formaient la majorité partie des troupes, mais des délégations de Suisse alémanique et du Tessin étaient aussi de la partie.

NOUS SOMMES EN COLÈRE!

En fin de parcours, sur le podium installé loin du Palais fédéral, plusieurs militantes ont pris la parole, à l'instar de la présidente de la Commission des femmes d'Unia, Eleonora Failla: «Qu'elles soient travailleuses, étudiantes, mères et femmes au foyer ou retraitées, les femmes sont discriminées tout au long de leur vie par un système malsain. L'inégalité salariale, les licenciements pendant le congé maternité, les soins non rémunérés: ce ne sont là que quelques-uns des problèmes auxquels les femmes sont confrontées dans le monde du travail. Et voilà maintenant qu'elles devraient faire un nouveau sacrifice avec la réforme AVS 21. Ce sera sans nous!» Clotilde Pinto, vendueuse, a rappelé les conditions de travail dans le commerce de détail, une branche où les salaires sont bas et les temps partuels, souvent involontaires, très répandus: «C'est un travail dur, beaucoup de collègues femmes tombent malades. Et maintenant, on

devrait encore travailler une année de plus? Ce n'est pas possible. Je m'adresse aux parlementaires: ce qu'il faut, c'est de meilleurs salaires, et agir résolument contre la discrimination salariale, pas augmenter l'âge de la retraite!» Ces militantes faisaient écho à la présidente d'Unia, Vania Alleva, qui s'est adressée aux milliers de personnes rassemblées: «Nous sommes en colère! Nous ne voulons pas de réforme de l'AVS sur le dos des femmes! Nous ne voulons pas d'une réforme qui ne règle aucun problème, mais en crée de nouveaux!» Ce dont les femmes ont besoin, ce sont des rentes qui permettent de vivre, a-t-elle scandé, avant de conclure: «Combattions ensemble cette réforme des retraites! Unies et unis, nous sommes forts!»

UNE MOBILISATION À POURSUIVRE

Cette manifestation est une première étape dans un automne qui pourrait être chaud sur le terrain de la mobilisation sociale. Peu avant la fin, Vania Alleva tirait, en aparté, un premier bilan: «Les 15 000 personnes présentes aujourd'hui attestent que les rentes touchent vraiment au cœur des gens, des femmes et des hommes. C'est un signal fort. Je suis persuadée qu'avec le référendum, on arrivera à lutter avec détermination contre AVS 21. Et si il n'y a pas de changement dans la réforme du 2^e pilier,

* Plus d'informations sur: [unia.ch/fr/actualites/événements/detail/a/18285](http://unia.ch/fr/actualites/evénements/detail/a/18285)



Des pancartes à foison. Et un train gratuit bien fréquenté!

NOUVELLE ÉTAPE PARLEMENTAIRE

Quatre jours avant la manifestation, le Conseil des Etats avait repris l'examen de la réforme AVS 21 sur les divergences l'opposant au Conseil national. Les deux Chambres s'étaient déjà déterminées, respectivement en mars et en juin, sur les points principaux proposés par le Conseil fédéral, en particulier sur la hausse à 65 ans du départ à la retraite des femmes.

Les mesures faisant encore débat sont, d'une part, les compensations pour les femmes arrivant à la retraite après l'entrée en vigueur de la réforme et, d'autre part, le financement additionnel de l'AVS avec les bénéfices réalisés par la Banque nationale sur les intérêts négatifs. Cette dernière proposition a été ajoutée au projet par le Conseil national, qui l'a adoptée en juin. Le 14 septembre, le Conseil des Etats s'y est opposé. Concernant les compensations, la Chambre du peuple préconise que les femmes arrivant à la retraite dans les six premières années après l'introduction de la réforme - prévue pour 2023 ou 2024 - toucheraient un supplément de rente allant de 50 à 150 francs selon le revenu. La Chambre des Cantons propose que ces compensations concernent neuf années, mais selon un système progressif et dégressif, avec, pour les quatre années touchant les suppléments complets, des montants de 100 à 240 francs. Le projet retourne au Conseil national, qui l'examinerait de nouveau lors d'une prochaine session.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les mesures compensatoires décidées par le Conseil des Etats pour la génération transitoire «ne peuvent dissimuler le fait qu'AVS 21 n'est finalement pas une réforme, mais une simple réduction du droit à la retraite sans aucune consolidation financière du système de sécurité sociale», note-t-elle dans un communiqué. La faîtière syndicale réaffirme que ces réductions ne seront pas acceptées, «ni d'ailleurs toutes les autres baisses annoncées des rentes de vieillesse». Et avérît: «Les déteriorations des retraites, que ce soit dans l'AVS ou dans le 2^e pilier, se heurteront à une résistance déterminée!» ■

“NOUS AVONS LE DROIT DE DIRE NON!”

Qu'est-ce qui a poussé les manifestants à venir à Berne ce 18 septembre? Qu'est-ce qui les inquiète le plus par rapport à leur retraite? Pourquoi était-il important d'être là? Quelques-unes des questions posées au fil de la manifestation. Et des réponses sans équivoque!

Photos et propos recueillis par Sylviane Herranz



Olivia, 14 ans, Laurence, 39 ans, Emilie, 13 ans, Aigle

«Nous n'avons pas envie qu'ils augmentent l'âge de la retraite», explique Laurence, entourée de ses deux filles. Emilie poursuit: «Déjà que c'est compliqué pour les femmes, l'emploi, la maison, elles travaillent tout le temps. Et pour moi, dans 50 ans? S'ils montent déjà maintenant l'âge de la retraite, ce sera peut-être jusqu'à 70 ans? Travailler 50 ans, c'est beau!» Laurence reprend: «J'aimerais aussi être grand-mère et profiter de mes petits-enfants!» «Et nous, profiter de notre ménage!» note Emilie pendant qu'Olivia approuve. Et leur mère de souligner: «Ma grand-maman est encore là. Par chance, elle était à la maison quand j'étais petite. Si elle avait travaillé, je ne vois pas comment elle aurait pu s'occuper de moi quand ma mère allait au boulot.» La conversation terminée, Emilie nous rattrape: «Encore une chose, si nous sommes venues à la manifestation, c'est pour une question de fierté. Pour ne pas nous laisser marcher dessous. Mais nous ne sommes pas des méchantes: en tant que femmes, on a les mêmes droits que tous. Et le droit de dire Non!»



Dolinda, employée de nettoyage dans les bureaux, 60 ans, Genève

«Je ne suis pas d'accord! L'exploitation de la femme ça suffit! La femme travaille doublement, au travail et à la maison. 65 ans, c'est beaucoup. Et l'âge actuel de la retraite est déjà trop élevé. Baisser les prestations de l'AVS, nos rentes, c'est une violation des droits des femmes. Ces droits doivent être au contraire améliorés, les salaires augmentés. Nous devons travailler toujours plus intensément, pour gagner très peu d'argent. C'est assez!»

Anna, avocate et chômeuse, 44 ans, Montreux

«J'apprécie beaucoup les valeurs d'Unia qui cherche à protéger les travailleurs. Cette manifestation est très importante pour les femmes. Il n'est pas correct d'augmenter l'âge de l'AVS à 65 ans, parce qu'il y a toujours de la discrimination entre les salaires féminins et masculins. Nous avons déjà manifesté en 2019 contre cette inégalité, il y a encore beaucoup à faire pour arriver à une véritable parité des droits, des salaires et au respect pour les femmes. Oui, je suis inquiète pour ma retraite. Il faut que cela reste comme maintenant. 64 ans, c'est déjà tard. Les femmes travaillent, gardent les enfants, font le ménage à la maison, elles font tout.

Les hommes beaucoup moins et, malgré ça, ils sont plus appréciés. C'est déjà une discrimination. Passer l'âge de la retraite à 65 ans, ce n'est pas l'égalité. Il existe un article de la Constitution et une loi qui disent qu'à travail égal, les femmes doivent toucher un salaire égal. C'est ça qu'on demande, pas d'augmenter notre retraite à 65 ans!» ■

Julie, employée de commerce, 19 ans, Saint-Maurice

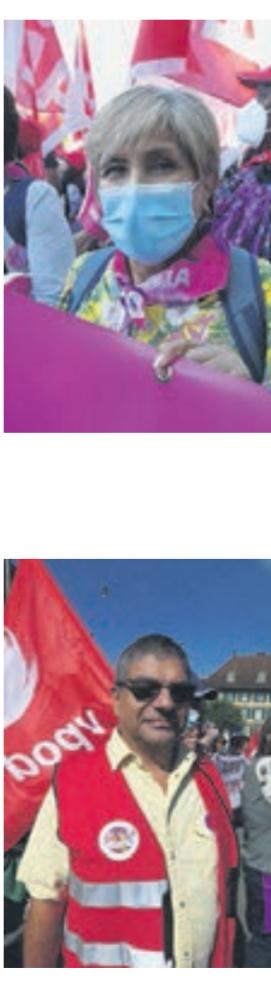
«Nous devons montrer notre force, être le plus possible pour faire bouger les choses. Ce qui m'inquiète? C'est un peu tout. D'abord, nous devons pouvoir vivre à la retraite. J'ai entendu qu'une dame doit partir à l'étranger, car elle ne peut pas vivre ici avec son AVS, alors qu'elle a travaillé toute sa vie en Suisse. Ça m'hallucine! Je me préoccupe aussi de la génération de ma maman, qui n'a pas 40 ans et qui devrait travailler jusqu'à 65 ans. En plus de leur emploi, il y a toutes les tâches au domicile et pour les proches. Les hommes ne sont pas assez présents à la maison. Chez les jeunes de mon âge, la retraite est encore loin et ce n'est pas vraiment une préoccupation, mais avec mes amis qui ont la trentaine, on en parle davantage.» Avec sa maman, engagée dans le combat féministe en Valais, elle conclut: «On est révoltées, ça suffit!»

Marcel, retraité CFF, ingénieur en installation de sécurité, non syndiqué, Chapelle (Glâne)

«Je suis venu en solidarité avec les femmes. L'égalité salariale n'existe pas et on veut leur créer des préjudices plus grands encore. Nos politiciens regardent uniquement le profit, ils ne respectent pas leurs citoyens. On sent une révolte qui commence contre ce système, leur façon d'agir et de réagir. C'est irrespectueux de continuer avec ce projet de réforme de l'AVS, alors que 350 000 signatures ont été envoyées aux politiciens ce printemps contre la hausse de l'âge de la retraite. Le travail est toujours plus dur, le stress augmente. Il est important de reviser nos valeurs et notre système de croissance exagéré. Actuellement, au vu des signes que nous avons, il est nécessaire de réfléchir sur une manière de vie différente.»

Patricia, auxiliaire de santé dans les soins à domicile, 58 ans, Genève

«Je suis au chômage», explique Patricia, s'appuyant sur une canne pour suivre le cours de la manifestation. «Je veux changer de métier, je suis bien dans ma tête mais mon corps souffre d'arthrose. J'aimerais continuer à travailler, j'habite à Genève légalement depuis six ans, avant j'ai travaillé vingt ans sans papiers. Je suis là parce que je ne suis pas d'accord qu'ils repoussent l'âge de la retraite à 65 ans. On travaille le double, à la maison, avec les enfants. Je suis là pour soutenir tout le monde. On va crier «Stop!» au gouvernement. Chaque fois, il abuse. On finira où, à 68 ans, plus encore? Et on ne nous demande pas notre avis. C'est mieux de l'arrêter maintenant plutôt que de le laisser continuer comme ça. Ma retraite? Je n'aurai que l'AVS pour vivre. Je n'ai pas cotisé longtemps, certains patrons ne voulaient pas me déclarer à 100% lorsque j'étais sans papiers. Ils me déclareraient à 25%, alors que je travaillais toute la journée. Certains employeurs, notamment dans les soins, étaient corrects, d'autres pas du tout.»



Anna, employée de maison, 66 ans, Genève

«Ma retraite AVS est de 249 francs par mois, car peu de mes employeurs m'ont déclarée. C'est impossible de vivre avec tel montant, je suis obligée de continuer à travailler. L'AVS m'a informée que je pouvais toucher des prestations complémentaires, mais je n'ai pas de bail, car je n'ai pas de fiche de salaire... Avant le Covid, je faisais le ménage chez trois personnes qui m'avaient annoncé à l'AVS. Aujourd'hui, je n'en ai plus qu'une seule. Après mon arrivée à Genève, en 2002, j'ai travaillé durant cinq ans, toute la semaine jusqu'au samedi matin, au domicile de la directrice d'une banque genevoise réputée. Elle ne m'a jamais déclarée, alors qu'elle savait très bien qu'elle aurait dû le faire. J'arrive de Bolivie et je ne connaissais pas les droits ici, je ne pouvais pas le lui demander. Je suis dans cette manifestation car le syndicat fait beaucoup pour les migrants. Unia nous a aidés pour obtenir des papiers, dans le cadre de Papirus. Mais aujourd'hui encore, de nombreuses personnes travaillent sans fiche de salaire. C'est très difficile pour renouveler notre permis de séjour. Unia nous aide aussi pour cela.»

Michel, architecte aux autorisations de construire, 59 ans, Genève

«Je suis là avec mes collègues du Syndicat des services publics. La première raison, c'est qu'avant même le problème d'AVS 21, la Suisse est dans l'illégalité la plus complète sur la Loi sur l'égalité des salaires. On a tous les moyens structurels, légaux et financiers d'un des pays les mieux lotis du monde et on est encore dans un système très inégalitaire en matière de salaire. Si l'égalité existait, l'AVS aurait entre 600 et 800 millions de rentes en plus chaque année. On ne serait pas obligé d'avoir de faux débats politiques sur les prétendus déficits de l'AVS. De par cela, j'estime qu'il est inacceptable de vouloir relever l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. Avec leur parcours de vie, les coupures professionnelles, les temps partiels pour s'occuper des enfants, elles cotisent moins et touchent moins à la retraite. Plus généralement, je pense qu'on devrait baisser l'âge de la retraite des femmes et des hommes pour laisser du travail aux jeunes qui arrivent et qui ont de la difficulté à en trouver, même avec des diplômes. Ma présence est aussi importante en raison de mon éducation. Je n'ai pas été élevé dans un environnement macho, ma mère m'a appris à faire les tâches ménagères et c'est naturel pour moi d'être là. Comme beaucoup d'autres, je pense, dans cette manifestation, où il y a une forte présence masculine.»

Jesus, grutier et délégué des maçons d'Unia, 42 ans, et Rita, auxiliaire de santé, 40 ans, Echallens

«Ils augmentent l'âge de la retraite des femmes, nous n'allons pas en profiter du tout. L'âge actuel est déjà largement suffisant. Mon mari craint aussi qu'ils passent à plus de 65 ans pour tous. La retraite à 60 ans des maçons pourrait être relevée elle aussi. Or, son travail est déjà très lourd pour tenir jusqu'à l'âge prévu. Nous devons nous battre tous ensemble pour l'égalité salariale et pour que tout le monde puisse vivre dignement à la retraite. C'est important d'être aujourd'hui à Berne pour défendre les valeurs de l'être humain.»

7000 SIGNATURES POUR «1000 EMPLOIS»

Les syndicats genevois ont déposé leur initiative en faveur de la création d'emplois verts et sociaux, ainsi que pour la réduction de la durée du travail

Jérôme Béguin

A Genève, l'initiative cantonale «pour la création d'emplois sociaux et écologiques et la réduction de la durée du travail», dite «1000 emplois», a récolté 7000 signatures, a annoncé la semaine dernière la Communauté genevoise d'action syndicale. Lancée en avril dernier, cette initiative soutenue par les partis de gauche demande la création de «mille emplois supplémentaires par an chaque fois que le taux de chômage moyen annuel de l'année précédente est de 5%». Ces emplois seraient financés par l'Etat «au sein des collectivités publiques cantonales et municipales, des établissements subventionnés et des institutions publiques et privées pour suivant des buts d'intérêt public». Ils serviraient notamment à améliorer la cohésion sociale, à promouvoir la santé et à lutter contre le changement climatique. Ce chiffre de mille peut être réduit ou augmenté en proportion si le taux de chômage est inférieur ou supérieur à 5%. Le taux s'étant monté à 4,9% en moyenne en 2020 au bout du lac, un rapide calcul montre que 980 emplois devraient être créés si l'on appliquait l'initiative. Avec 364 nouveaux postes, le projet de budget 2022 présenté par le Conseil d'Etat reste en deçà du principe proposé par la gauche et les syndicats. Le second volet de l'initiative invite l'Etat à encourager les entreprises

et les secteurs économiques et privés à diminuer «significativement la durée du travail sans réduction de salaire, de manière à atteindre en 2030 la semaine de 32 heures pour un temps complet». L'annonce de l'aboutissement formel de l'initiative par la Chancellerie devrait intervenir ces jours. 5400 signatures valables sont requises pour une initiative cantonale. Après cette formalité, le texte doit être examiné par les autorités avant d'être soumis en votation, ce qui peut prendre plusieurs années.

Mais ce sont deux initiatives diamétralement opposées qui vont être inscrites à l'agenda politique, puisque l'Entente bourgeoise a récemment annoncé le lancement d'une initiative intitulée «pour une gestion durable de la fonction publique». Le PLR et le PDC veulent ajouter un article à la Constitution cantonale qui interdirait au Conseil d'Etat de recruter du personnel en cas de budget déficitaire. Ce serait fini des engagements, puisque le déficit en 2021 est évalué à 847 millions de francs, alors que, pour 2022, le projet du Conseil d'Etat accuse un trou de 460 millions, notamment en raison des pertes dues à la réforme fiscale cantonale liée à la RFFA. «La droite tente de profiter de cette crise pour imposer son programme néolibéral de démantèlement des services publics au détriment des personnes les plus vulnérables. C'est précisément en période de crise,



C'est en avril dernier que les syndicats genevois avaient lancé l'initiative «1000 emplois». Cinq mois plus tard, le nombre de signatures requis était dépassé.

qu'elle soit sanitaire, sociale, économique ou environnementale, que nous devons renforcer les services publics, augmenter les prestations à la population et accélérer les investissements

pour répondre aux nouveaux besoins», insiste Caroline Marti, députée socialiste et représentante du comité de soutien à «1000 emplois». Afin de renflouer les caisses, la gauche et les syndicats

s'apprêtent à lancer sous peu une nouvelle initiative visant à taxer davantage les contribuables bénéficiant de plus de trois millions de fortune. ■

Ouverture d'un espace de dialogue à l'Office AI vaudois

Depuis le 1^{er} septembre, le nouvel Espace d'écoute et de conciliation permet aux assurés et aux bénéficiaires de l'AI, comme au personnel, d'exprimer leur insatisfaction face au traitement de leur situation

Propos recueillis par Sylviane Herranz

Vous, ou un proche, avez fait une demande à l'assurance invalidité et la situation s'envenime? Si vous habitez dans le canton de Vaud, il est désormais possible de faire appel au tout nouveau Espace d'écoute et de conciliation, mis à la disposition non seulement des assurés et des bénéficiaires de l'AI, mais aussi du personnel ou des partenaires de l'office. Le syndicat Unia Vaud ainsi que Pro Infirmis sont associés pour une période pilote de six mois à cet espace ouvert depuis le 1^{er} septembre.

«Cette offre vient combler un besoin important de médiation dans un domaine où les usagers sont par définition fragilisés», a souligné la conseillère d'Etat vaudoise Rebecca Ruiz, lors

d'une conférence de presse tenue fin août. Elle précise que cette offre complète ce qui existe déjà dans le domaine sociosanitaire avec, par exemple, l'Espace de médiation du CHUV, créé en 2012, qui peut être saisi par des patients mécontents. Pour Olivier Barraud, ancien syndicaliste du SEV et directeur de l'Office AI vaudois depuis l'été 2019, il s'agit également de permettre d'améliorer les processus internes à l'office, d'offrir plus de transparence et d'accès aux bénéficiaires.

Chaque année, l'office cantonal rend 42 000 décisions (soit 3500 en moyenne par mois). Parmi elles, environ 600 concernent des demandes de rente AI (500 par mois), dont la moitié sont refusées. Ce qui suscite nombre de réclamations. L'Espace d'écoute et de conciliation vise à répondre, sans toutefois

se substituer aux voies de recours légales, dont il sera tenu compte. L'Espace fonctionnera sur deux niveaux: le premier est une médiation interne et le second prendra le relais en cas d'échec. Il s'agit d'une commission de conciliation, dans laquelle prendront place des experts externes, tels Unia et Pro Infirmis, souvent confrontés à des situations difficiles en matière d'assurance invalidité, note le Bureau d'information de l'Etat de Vaud. Le point avec Célia Borlat, responsable du service juridique d'Unia Vaud. La juriste a été associée à la mise en place de cet espace, pionnier en Suisse ou, à tout le moins, en Suisse romande.

QUESTIONS RÉPONSES

Qu'apporte cet espace et quelles sont les personnes concernées?

Il permet de donner une écoute aux assurés AI mécontents. Par exemple, une personne pourrait le saisir si elle a le sentiment que son conseiller AI ne l'entend pas ou ne la comprend pas. Ou si elle est en désaccord avec un projet de décision ou une autre décision dans le cadre du suivi de sa procédure AI.

Comment fonctionne-t-il et quelles sont les chances de succès?

Nous espérons que certains différends pourront être réglés dans l'espace d'écoute, constitué d'une juriste de l'AI. Si cette première étape n'aboutit pas, l'assuré ou le bénéficiaire pourra saisir la commission de conciliation dans laquelle siégeront une personne de l'office et un représentant d'Unia ou de Pro Infirmis, en fonction du type de dossier, ainsi que,

selon les besoins, un médecin du service médical de l'AI et un médecin externe. Chez Unia, nous sommes plutôt sollicités par nos membres sur les problématiques de santé liées au travail, alors que Pro Infirmis soutient de manière plus générale des personnes en situation de handicap. Nous espérons que cet espace permettra de traiter plus rapidement certaines problématiques et d'éviter de longues et coûteuses procédures judiciaires.

Qu'en sera-t-il des délais de recours légaux contre une décision?

Il y a deux types de décisions de l'AI, lesquelles peuvent être contestées dans un délai de trente jours. La première est un «projet de décision» contre lequel des objections peuvent être formulées. Si la personne saisit l'espace d'écoute, le délai d'objection sera suspendu. Vient ensuite la «décision» à proprement parler, souvent identique au projet. Dans ce cas, le délai de recours ne peut pas être suspendu, mais la personne peut faire les deux démarches en parallèle: saisir l'espace d'écoute et l'instance juridique compétente. Il est préférable de s'adresser à l'espace d'écoute dès qu'un problème ou un refus survient afin d'accélérer le processus.

Quelles démarches pourrait entreprendre la commission de conciliation?

La commission pourrait accélérer le traitement de dossier en ouvrant un dialogue entre les intervenants et en proposant des arrangements ou d'autres mesures. Elle pourrait également proposer des mesures d'instructions médicales complémentaires, par exemple si un médecin de la commission juge le dossier lacunaire, ou alors tenir compte de l'avis

du médecin traitant. Ces nouvelles mesures d'instructions seront faites aux frais de l'AI, ce qui évite des dépenses importantes pour l'assuré, de l'ordre de 5000 à 10 000 francs pour une expertise. Parfois, il suffit que les intervenants se parlent pour débloquer des situations. Et c'est tout bénéfice pour les deux parties. Avec moins de souffrances pour les assurés.

Unia est-il beaucoup sollicité par des personnes ayant des problèmes par rapport à l'AI?

Une bonne partie des refus de rente ou d'autres prestations de l'AI concernent des travailleuses et des travailleurs ayant des problèmes de santé de longue durée ou ayant subi un accident. Les gens viennent nous voir, et nous avons souvent affaire à des situations dramatiques. Par exemple celle d'un maçon de 55 ans, sans formation professionnelle, souffrant du dos et ne parlant pas bien le français, qui se voit refuser une rente ou qui ne remplit pas les conditions pour le reclassement. Il n'a souvent que l'avis de son médecin traitant pour le soutenir, et pas les moyens de payer une expertise pour contrer l'avis des experts de l'AI. Il se retrouve sans rien et sans solutions. J'ai l'espoir que, peut-être, l'Espace d'écoute et de conciliation de l'AI permettra de régler quelques-unes de ces situations. ■

Plus d'informations et formulaire de contact sur le site: aivd.ch



L'Office AI du canton de Vaud, à Vevey, rend chaque année 42 000 décisions. Le nouvel Espace d'écoute et de conciliation veut permettre d'éviter des situations conflictuelles et de longues et coûteuses procédures judiciaires pour les assurés.

DÉSOBÉIR POUR LA SURVIE DE L'HUMANITÉ

Extinction Rebellion a prévu des actions de désobéissance civile pacifiques à Zurich dès le 3 octobre. Quatre militants témoignent de leur engagement

Propos recueillis par Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

En juin dernier, Extinction Rebellion (XR) lançait un ultimatum au Conseil fédéral. Il lui demandait dans une lettre de «dire la vérité sur la crise climatique et écologique, et

d'agir maintenant pour arrêter la destruction des écosystèmes et décarboniser la société, en suivant les conseils d'une Assemblée citoyenne» pour atteindre la neutralité carbone en 2025. N'ayant reçu aucune réponse, XR appelle donc la population à la désobéissance civile à Zurich dès le 3 octobre.

«A partir de ce jour, nous nous assiérons sur la route, dans l'amour et la solidarité, et nous refuserons de bouger, prêts à être arrêtés si nécessaire, jusqu'à ce que notre gouvernement traite cette crise existentielle comme ce qu'elle est», explique XR sur son site*. Parallèlement, une série de pro-

cès de plus de 200 personnes, arrêtées lors d'actions de désobéissance civile à Lausanne, a commencé vendredi dernier. Un morcellement vu par les militants comme une intimidation et le souhait du Tribunal d'éviter une médiatisation. Et qui pose des questions: pour de mèmes faits, les juges donne-

ront-ils des décisions différentes? Ou vont-ils tous se référer au jugement du premier procès?

En marge de ces événements, quatre activistes de XR évoquent leur engagement. ■

* xrebellion.ch/fr

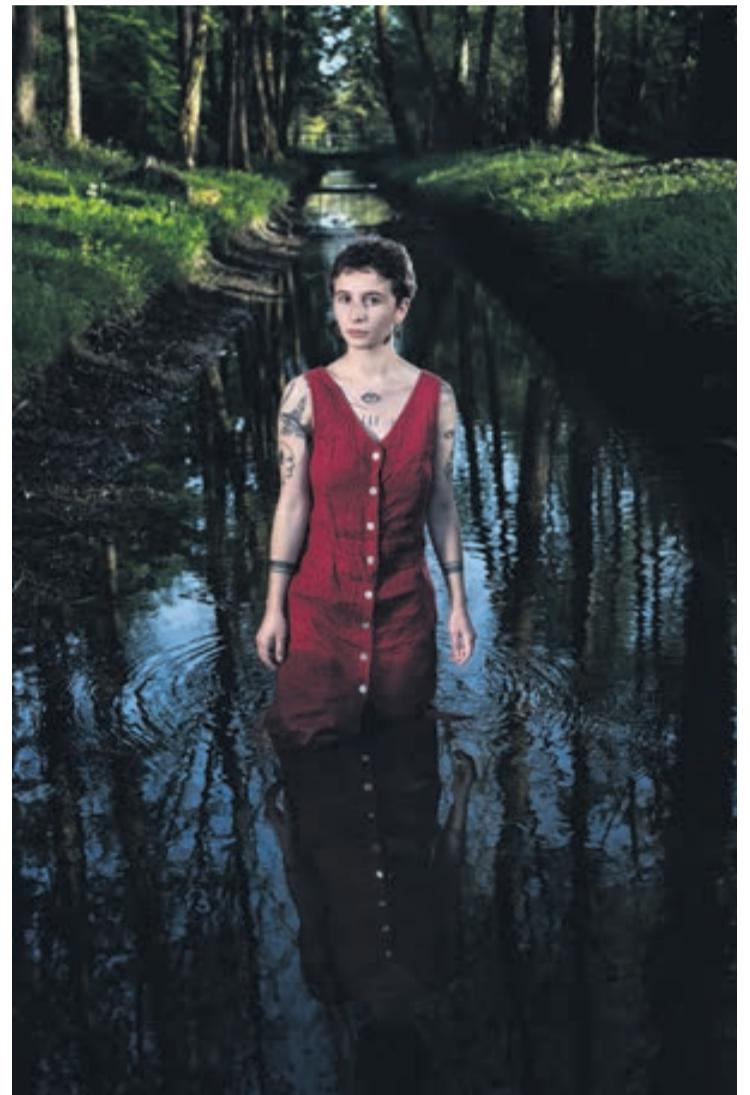


ARNO REYMONDIN, 24 ANS, ÉTUDIANT À LA HAUTE ÉCOLE PÉDAGOGIQUE (HEP)

«J'ai eu le déclic pendant l'école de recrues en 2019. J'ai entendu parler de collapsologie et j'ai lu un livre de Dominique Bourg, puis de Pablo Servigne, et d'autres. J'ai engrangé beaucoup de nouvelles idées, mais sans savoir qu'en faire. J'avais besoin de trouver des solutions. J'étais alors, moralement, dans un sale état. Lors d'une *critical mass*, j'ai rejoint XR. Au sein du mouvement, il y a une culture régénératrice pour soi, les autres, la planète. On prend le temps de parler et d'écouter. Cela permet de limiter l'éco-anxiété. A Zurich, je suis prêt à me faire arrêter, parce que je n'ai plus rien à perdre. J'ai souvent été, lors des blocages, dans le rôle de "gardien de la paix". Dans le but d'apaiser les éventuelles tensions, plus ou moins fortes, selon le lieu et le moment. C'est important de pouvoir informer les gens qui généralement comprennent nos revendications, mais pensent que des moyens légaux existent. Moi aussi, je vote, je signe des référendums, etc. Mais ce processus, s'il est bon pour certains sujets, ne l'est pas pour le climat. Il est trop lent. Je milite par nécessité. Ce n'est ni mon métier ni mon hobby, et je préférerais avoir du temps pour m'amuser avec mes potes. Je ne suis pas hyper optimiste. Depuis quarante ans, on parle de développement durable. Ce qui est un non-sens, puisque la croissance est contraire à la durabilité. Avec une loi par-ci, par-là, avec la promotion des voitures électriques qui est en fait du *greenwashing*, ce ne sont que des sparadraps sur une hémorragie. Les rapports du GIEC sont de plus en plus catastrophiques. L'Amazonie deviendra peu à peu, sur plusieurs décennies, une savane. Il sera trop tard pour la sauver, ainsi que toutes les personnes et êtres vivants qui en font partie intégrante.» ■

COLINE WILECZELEK, 21 ANS, ÉTUDIANTE EN SCIENCES SOCIALES

«Militante anticapitaliste, j'ai rejoint XR en septembre 2019. J'ai été arrêtée plusieurs fois par la police et j'ai fait appel. Plusieurs procès vont donc commencer, notamment à la suite du blocage de la rue Centrale à Lausanne et de H&M à Biel. Le plus difficile pour moi a été la garde à vue pendant presque 48 heures à Zurich avec fouille à nu, prise digitale de force. C'était lors de l'action de *Rise Up for Change* devant Credit Suisse et UBS en août. Cela a été très éprouvant. Lors de la prochaine action de XR, je ne prendrai pas de risque. Je ne me sens pas prête à revivre de tels moments. Dans ce sens, la répression marche. Mais, dès que j'irai mieux, je m'y remettrai. Je n'ai pas peur d'avoir un casier judiciaire dans le domaine professionnel où je me trouve. Mais en cas de non-acquittement, je crains les répercussions financières. La volonté des procureurs d'étrangler les procès par leur morcellement est limpide. Je continue à penser que la désobéissance civile est la bonne voie, car je n'ai plus du tout confiance en la politique institutionnelle. Les lobbies sont trop puissants. Le climat et la justice sociale vont de pair, on ne peut penser l'un sans l'autre. Avant d'être à XR, je passais des nuits à pleurer. Je me sens un peu mieux depuis que je milite, mais je n'ai pas beaucoup d'espoir. Peut-être que l'on trouvera quelques solutions à court terme, mais l'avenir me paraît sombre. J'ai peur de l'effondrement, du déclin de la civilisation, de la désertification qui entraînera des migrations, de la fin d'écosystèmes innocents qui subissent le désastre que l'activité humaine leur inflige. Les personnes les plus riches s'en sortiront mieux que les autres. Parfois, j'essaie d'imaginer un avenir positif, mais j'avoue avoir de la peine y croire.» ■



OLIVIER RACCAUD, 65 ANS, MÉDECIN

«Ma prise de conscience a eu lieu lors du confinement en 2020. J'ai réalisé que le problème écologique était plus grave que je ne pensais et qu'on allait dans le mur. De fil en aiguille, j'ai compris que la politique traditionnelle est un échec. Des amis du monde médical m'ont motivé à les rejoindre à *Doctors for XR*. Après l'action devant l'OMS où son directeur a déclaré qu'il était des nôtres, je pensais que ça allait bouger, enfin! Et puis, non! L'électroencéphalogramme des politiques est resté plat. Je pensais que la pandémie allait réveiller les consciences et, au contraire, je constate que les gens ont d'autres chats à fouetter et ont envie de consommer encore davantage. La pandémie a coupé la chique aux mouvements climatiques. Avec l'occupation de Zurich, décidée bien avant le dernier rapport du GIEC, on essaie de réactiver le mouvement. C'est une étape avant la COP 26. Si tous les partis prévoient des mesures climatiques, le changement doit être tellement énorme qu'il n'y a pas un seul politique assez courageux pour prendre les mesures qui s'imposent, sous peine d'être dégommé. D'où le besoin d'assemblées citoyennes. Je vois autour de moi beaucoup d'éco-anxiété. Il y a des activistes qui se crament. Heureusement, XR intègre une dimension régénératrice, très bienveillante. Chacun fait ce qu'il peut - ce qui change le système néolibéral, et médical. J'irai à Zurich, mais j'ai peur qu'on soit encore trop englué dans cette pandémie pour que l'action soit à la hauteur. Un éventuel casier judiciaire m'importe peu. Ma carrière professionnelle est derrière moi, mais pour un jeune qui travaille dans un service avec un médecin type libéral-radical comme chef, cela peut être très mal vu. C'est moi qui ai entraîné ma fille dans XR. Elle a 32 ans, et ça fait vachement mal de savoir qu'elle hésite à avoir des enfants dans ce contexte de catastrophe climatique. J'en suis aussi responsable. Mais j'ai choisi de faire le pari de la vie.» ■



COLETTE BUGNON, 56 ANS, ENSEIGNEANTE À L'ÉCOLE ENFANTINE ET À LA HEP

«J'ai rejoint XR grâce à ma fille. C'est mon devoir de parent et d'enseignante d'assurer à nos enfants un monde viable. Les actes individuels ne sont plus suffisants. Je ne suis pas défaitiste de nature, mais le contrat social a failli. J'aimerais tellement que la Suisse montre la voie. La fin des chaudières à mazout décidé en Landsgemeinde à Glaris est une bonne surprise, mais cela ne suffit pas, bien sûr. Toutes les méthodes légales ont été utilisées sans succès. Face à l'urgence, il ne nous reste plus qu'à nous rebeller ou à subir sans broncher des dommages qui mettront en péril la vie sur Terre. Malheureusement, le Covid a freiné l'engagement des activistes, alors que la pandémie tue bien moins que le réchauffement climatique. J'ai participé au Block Friday à Fribourg. On a cousu ces costumes rouges pour représenter le sang versé par les êtres vivants, la perte de la biodiversité, l'extinction des espèces... Cette action avait pour but de dénoncer l'esclavagisme derrière la surproduction. Et nous voilà sur le banc des accusés, en procès! A Zurich, nous espérons que de nombreuses familles nous rejoignent. Nous nous poserons pacifiquement, dans l'idée d'un siège le plus long possible, jusqu'à ce que le Conseil fédéral réponde à nos revendications. C'est une démarche pour la vie et la justice sociale. S'il y avait une vraie prise de conscience politique - comme pour le Covid - nous pourrions agir rapidement pour notre bien et celui de tous les peuples des pays émergents qui ne vont pas pouvoir vivre et cultiver sous 50 °C. J'ai peur que les réfugiés climatiques soient mal accueillis, alors que la Suisse avec sa place financière qui investit dans les énergies fossiles a aussi les mains sales. Mon rêve pour 2030? Une vie simple et suffisante pour chacune et chacun de ce monde.» ■